



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD

FORCES, FAIBLESSES ET AMBIGUÏTÉS DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE DES ÉMIRATS ARABES UNIS

Clément Bressy / Analyste en stratégie internationale,
diplômé d'IRIS Sup' en Géopolitique et prospective

Avril 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Clément Bressy / Analyste en stratégie internationale,
diplômé d'IRIS Sup' en Géopolitique et prospective



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Inséparable des débats nationaux et internationaux, le narcotrafic est de plus en plus intégré à l'actualité géopolitique. Mais plus encore que la contrebande de narcotiques, le recyclage des profits qui lui sont liés – comme ceux de toute autre activité illicite – constitue un maillon primordial du problème. Longtemps tancés pour ses lacunes à prévenir de telles activités, les Émirats arabes unis (EAU) ont fait montre d'une ferme détermination à restaurer leur crédibilité en la matière. Ainsi, le pays réussissait en 2024 le tour de force d'être rayé de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) et en 2025, de celle de l'Union européenne (UE). Qu'en est-il exactement ?

En réalité, la fédération des sept émirats golfiens sait manier l'équilibre entre ses différents intérêts. Si elle a pu se montrer proactive dans sa coopération internationale, en faisant évoluer sa législation anti-blanchiment de capitaux et financement du terrorisme (LBC-FT¹) et en donnant des gages à ses partenaires occidentaux, elle cherche à préserver par ailleurs des mécanismes qui contribuent à ses différents objectifs. De fait, la problématique du blanchiment est nichée au cœur des enjeux économiques et stratégiques du pays.

DERRIÈRE LA FAÇADE

Le 23 février 2024, le Groupe d'action financière (GAFI) officialisait la sortie des Émirats arabes unis de la liste des « pays sous surveillance renforcée »², la fameuse liste grise. L'organisation saluait les « progrès significatifs » dans l'amélioration de leur dispositif LBC-FT. Le 11 juillet 2025, c'était au tour de l'UE de radier le pays de sa propre liste³. Suivant les travaux du GAFI, le Parlement européen – malgré un processus émaillé de tensions avec la Commission européenne – récompensait à son tour les actions entreprises par les EAU. Ces *delisting* couronnaient de réels progrès législatifs et institutionnels⁴, mais furent aussi le fruit d'une stratégie de lobbying de la part d'Abou Dhabi, auprès des chancelleries occidentales et des institutions de l'UE. Les importants moyens alors mis en œuvre étaient à la mesure des enjeux : démontrer que le pays pouvait élever rapidement ses standards dans une démarche sincère et se montrer sous le jour d'une économie moderne.

¹ Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

² Financial Action Task Force, « Jurisdictions under Increased Monitoring – 23 February 2024 », FATF, February 23, 2024, <https://www.fatf-gafi.org/en/publications/High-risk-and-other-monitored-jurisdictions/Increased-monitoring-february-2024.html#Uganda>

³ Représentation en France de la Commission européenne, « La Commission met à jour la liste des pays à haut risque afin de renforcer la lutte internationale contre la criminalité financière », June 11, 2025, https://france.representation.ec.europa.eu/informations/la-commission-met-jour-la-liste-des-pays-haut-risque-afin-de-renforcer-la-lutte-internationale-2025-06-11_fr

⁴ Le GAFI reconnaît aux EAU des progrès notables en matière d'appréciation des risques et à propos de la mise en place de mesures préventives et de cellules de renseignement dédiées.

Cette séquence diplomatique montre en façade un progrès dans la LBC-FT, toutefois, les EAU témoignent encore d'un environnement qui tolère le blanchiment de capitaux et la fraude. Ils appliquent toujours un haut niveau de secret des affaires. Ce facteur est communément admis comme un facilitateur des schémas illicites, par la possibilité de dissimuler l'identité des bénéficiaires effectifs des sociétés et des actifs détenus dans la juridiction. L'ONG Tax Justice Network, classe le pays 13e⁵ dans son indice des pays facilitant le secret financier⁶. Grâce aux *loopholes*, ces interstices qui lézardent les réglementations, les schémas illicites s'établissent toujours aux EAU. Transparency International souligne pour sa part que les mesures législatives et les accords internationaux ne sont encore que partiellement appliqués⁷. La coopération internationale peut être qualifiée de lacunaire si l'on considère par exemple que seule une petite moitié des demandes d'extradition adressées par Paris aurait été exaucée en 2025⁸, malgré l'importante mobilisation du gouvernement français⁹. Enfin, l'indice d'opacité de la propriété immobilière (OREO) place les EAU comme un mauvais élève¹⁰ en matière d'accès aux données foncières et de contrôle des transactions. Il révèle en creux les lacunes dans la protection du marché immobilier de l'argent sale – notamment *via* l'utilisation de l'argent liquide et des cryptomonnaies dans les transactions.

Des fuites de données du Département foncier de Dubaï et d'entreprises publiques émiriennes, exploitées par divers ONG et médias internationaux¹¹ démontrent par ailleurs que de nombreuses propriétés dubaïotes sont détenues par des individus accusés de crimes, de fraude, sanctionnés ou soupçonnés de dissimuler des biens mal acquis. En 2022, 43 % de la valeur totale du marché résidentiel de Dubaï était détenue par des investisseurs étrangers¹², soit une valeur qui avoisinait les 121 milliards de dollars, illustrant ainsi sa perméabilité aux réseaux internationaux.

⁵ Tax Justice Network, « United Arab Emirates », *Financial Secrecy Index*, consulté le 1er avril 2026, https://fsi.taxjustice.net/country-detail/#jurisdiction_id=AE&scoring_id=268

⁶ Indicateur composite intégrant le niveau de secret de la propriété des actifs et des entités juridiques, l'intégrité de la réglementation et l'état de la coopération internationale.

⁷ Transparency International, « Unfinished Business: Despite FATF Money Laundering List Exit, UAE Has Much to Prove », *Transparency International*, 27 février 2024, <https://www.transparency.org/en/news/money-laundering-list-exit-uae-much-to-prove>

⁸ Reuters, « France Obtains Freeze of Dubai Properties Linked to Drug Trafficking, Minister Says », *Reuters*, 19 novembre 2025, <https://www.reuters.com/world/middle-east/france-obtains-freeze-dubai-properties-linked-drug-trafficking-minister-says-2025-11-19/>

⁹ Philippe Salomon a été nommé magistrat de liaison aux EAU en avril 2024 afin de renforcer la coopération judiciaire bilatérale, en particulier sur le sujet des extraditions.

¹⁰ Transparency International, *2025 OREO Index Report* (Berlin : *Transparency International*, 2025), <https://files.transparencycdn.org/images/2025-Report-OREO-Index-English.pdf>

¹¹ Organized Crime and Corruption Reporting Project, « What Is "Dubai Unlocked"? Everything You Need to Know », *OCGRP*, 2024, <https://www.ocgrp.org/en/project/dubai-unlocked/what-is-dubai-unlocked-everything-you-need-to-know>

¹² EU Tax Observatory, *Foreign Investment in the Dubai Housing Market* (Paris : *EU Tax Observatory*, mai 2024), https://www.taxobservatory.eu/www-site/uploads/2024/05/Note_Foreign-investment-in-the-Dubai-housing-market.pdf

TECTONIQUE DES PLAQUES GÉOPOLITIQUES

Les relations internationales connaissent des mutations importantes qui en redéfinissent les contours, symbolisées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Le Moyen-Orient voit les puissances du Golfe cultiver des relations dominées par l'économie et le commerce avec les États-Unis, dont la traditionnelle « garantie de sécurité » dans la région a progressivement été démonétisée depuis le « pivot asiatique » de l'administration Obama. L'administration Trump II pour sa part, a couvert sans faillir les campagnes militaires du gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu, jusqu'au paroxysme du déclenchement de la guerre israélo-américaine contre l'Iran le 28 février 2026.

Cette campagne achève d'ancrer la région dans la conflictualité et entrave doublement les intérêts des pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) ; d'une part, car la volatilité et la violence contrarient la vitrine de stabilité qu'ils ont patiemment bâtie pour attirer les investissements et les expatriés essentiels à la modernisation de leurs économies ; d'autre part, car leurs liens avec les États-Unis ont fait d'eux des cibles de la campagne de frappes de représailles iranienne. Les EAU payent le prix le plus lourd et sont visés par le plus grand nombre de frappes¹³ selon l'analyste yéménite Ibrahim Jalal. Concurrents entre eux en matière d'économie et d'influence, les pays du CCEAG agissent donc dans un environnement d'autant plus morcelé que leur équation sécuritaire est à rebâtir.

Au sein de ce paysage instable au point que l'alliance jusqu'ici cardinale avec les États-Unis met aujourd'hui son territoire en danger, les EAU conduisent leurs propres stratégies afin de façonner leur rôle dans le monde qui vient. Ils conduisent pour cela la transition d'une économie extractive de rente à une économie diversifiée, intégrée à l'échelle mondiale et accès sur l'innovation et les secteurs à forte valeur ajoutée, afin de garantir leur prospérité ainsi que leur influence. Dans ces conditions, le blanchiment de capitaux, s'il n'est pas un objectif en tant que tel, est un élément pratique, qui intègre ces stratégies. Seuls les gains économiques et stratégiques potentiels guident ces dernières et les paramètres légaux et administratifs sont des rouages mis à leur service.

IMPÉRATIVE MUTATION DE L'ÉCONOMIE

S'il est un paramètre stratégique parfaitement intégré par la fédération émirienne, c'est le besoin impératif d'une économie innovante et compétitive. Différents plans sont promulgués

¹³ Ibrahim Jalal, « Latest Data on Iran-Linked Regional Attacks », post on X, June 2026, <https://x.com/IbrahimJalalYE/status/2033748445912076378>

à cette fin, d'ampleur nationale ou d'ampleur régionale et sectorielle. Ils édictent les objectifs du pays.

Avec « We the UAE 2031¹⁴ », les Émirats arabes unis se sont dotés d'une feuille de route pour la décennie 2020 qui résume les ambitions des autorités. D'un point de vue macroéconomique, le PIB doit être doublé pour atteindre 3 000 milliards de dirhams¹⁵ avec une contribution du tourisme portée à 450 milliards de dirhams¹⁶ ; les exportations non pétrolières sont priées d'atteindre 800 milliards de dirhams¹⁷ et la valeur du commerce extérieur 4 000 milliards de dirhams¹⁸. Ces grands jalons cadrent et guident les buts précis que le pouvoir souhaite atteindre : développer l'innovation et acquérir des positions de *leadership* dans les secteurs stratégiques et à forte valeur ajoutée ; devenir un *hub* commercial majeur¹⁹ ; élargir la base productive en attirant les capitaux privés, par les investissements d'infrastructure et la dépense de capitaux publics.

Dubaï est un pourvoyeur de croissance majeur pour les EAU, avec un PIB de 241 milliards de dirhams²⁰ au premier semestre 2025²¹. La contribution du marché immobilier y est centrale²² avec deux cent vingt-six mille transactions pour une valeur de 761 milliards de dirhams²³ en 2024. La croissance soutenue des transactions et des prix permettait au secteur de contribuer à hauteur de 8,2 % du PIB dubaïote au premier semestre 2025. Si l'immobilier et le secteur de services qui l'accompagne (conciergeries, finance, promotion, etc.) sont vitaux à la prospérité de la ville, le blanchiment de capitaux l'est aussi par capillarité.

Pour le comprendre, il faut s'intéresser aux flux de capitaux. En engageant des sommes considérables en investissements d'infrastructures et en mesures d'attractivité, les autorités

¹⁴ Le plan « We the UAE 2031 » est accompagné du plan « UAE Centennial 2071 » qui édicte des objectifs généraux à atteindre pour le centenaire de la fondation des EAU. Derrière ceux-ci, sont drainés des plans régionaux et sectoriels comme l'agenda D33 pour Dubaï ou « The UAE Blockchain strategy » par exemple.

« We the UAE 2031 », janvier 2023, <https://assets.u.ae/api/public/content/a08d5e681e85451db0255d62b429decf?v=0bcab764>

¹⁵ Au cours du 27 février 2026, 3000 milliards de dirhams des Émirats arabes unis (AED) équivalaient à 817 milliards de dollars américains (USD).

¹⁶ Au cours du 27 février 2026, 450 milliards AED équivalaient à 122,5 milliards USD.

¹⁷ Au cours du 27 février 2026, 800 milliards AED équivalaient à 218 milliards USD.

¹⁸ Au cours du 27 février 2026, 4 000 milliards AED équivalaient à 1 089 milliards USD.

¹⁹ En réalité, les EAU sont déjà une plateforme de réexportation comme le souligne la part croissante de ces dernières dans les exportations totales. Ceci souligne le défi de l'attraction de capitaux pour doper la production locale, mais questionne aussi les capacités d'absorption de ces capitaux par le tissu économique.

²⁰ Au cours du 27 février 2026, 241 milliards AED équivalaient à 66 milliards USD.

²¹ 95 % du PIB concerne des secteurs non pétroliers.

²² Les autorités dubaïotes veulent faire de la ville l'une des trois plus importantes économies urbaines de la planète en doublant la taille de son économie d'ici à 2033.

Direction générale du Trésor, « Aux grands projets les grands budgets », *Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique*, 28 novembre 2025, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2025/11/28/aux-grands-projets-les-grands-budgets>

²³ Au cours du 27 février 2026, 761 milliards AED équivalaient à 207 milliards USD.

cherchent à encourager des flux de capitaux privés destinés à soutenir l'élargissement de la base productive locale. Ces flux sont d'abord absorbés par un marché immobilier permettant une rentabilité de court terme, qui par conséquent génère une valeur indispensable à la prospérité du territoire. Ces flux sont essentiels pour maintenir l'augmentation des prix et la croissance du secteur et donc pour consolider la place de Dubaï comme destination des investisseurs internationaux à moyen terme ; en attendant que les secteurs manufacturiers, technologiques et logistiques se développent jusqu'à un seuil critique. Dans la géopolitique du capital, les EAU abattent la carte de l'immobilier dubaïote pour attirer les liquidités des investisseurs. Pour cela, offrir des conditions particulières – garantie d'un certain niveau de secret ; stabilité ; pistes d'investissements rentables à court terme – est une stratégie classique. Les acteurs du blanchiment y trouvent alors ce dont ils ont besoin : un marché pour intégrer l'argent sale et les conditions nécessaires à la dissimulation de l'identité des bénéficiaires effectifs des actifs. Les flux illicites, noyés dans les flux licites ont en finalité la même utilité économique.

SEULS COMPTENT LES INTÉRÊTS

Outre les efforts visant à garantir leur prospérité, les Émirats arabes unis travaillent aussi à garantir leur influence. Dans le jeu stratégique d'Abou Dhabi, l'accroissement de son poids dans les affaires commerciales, militaires et diplomatiques est une nécessité afin de s'offrir des marges de manœuvre face aux fluctuations de la multipolarité. Il s'agit d'être en mesure de tirer les bénéfices des transformations géopolitiques plutôt que de les subir. Les EAU se tiennent proches des chancelleries occidentales, notamment par le maintien sur leur sol d'emprises militaires américaines et françaises. Mais ils se veulent dans le même temps des partenaires émancipés des Occidentaux, afin de représenter une valeur pour d'autres : Indiens, Chinois ou Russes.

L'attitude des Émiriens concernant les sanctions occidentales qui visent la Russie et l'Iran en est une illustration saillante. Le pays abrite en effet sur son sol des entités qui facilitent les opérations commerciales russes dans le commerce de pétrole ou de biens à double usage. Des sociétés qui soutiennent donc l'effort de guerre russe en Ukraine et qui pour certaines sont désignées sur les listes de sanctions américaines et européennes²⁴. Ces schémas empruntent les mêmes mécanismes que ceux du blanchiment de capitaux. Ils sont faits de sociétés-écrans

²⁴ Union européenne, *Council Regulation (EU) No 833/2014 concerning restrictive measures in view of Russia's actions destabilising the situation in Ukraine* (version consolidée du 24 octobre 2025), *EUR-Lex*, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A02014R0833-20251024>

et de montages qui les connectent à d'autres juridictions également favorables au secret des affaires, afin de dissimuler les identités et les activités. De la même manière, les réseaux financiers des dignitaires iraniens et des Gardiens de la révolution passent massivement par la place de Dubaï. Les EAU tolèrent ces schémas – parfois au prix d'importantes contradictions – et observent une distance vis-à-vis de la politique de leurs alliés occidentaux. Ils donnent ainsi des gages à ceux de leurs partenaires qui refusent l'hégémonie occidentale et sa légitimité à imposer des sanctions au nom de ses valeurs. Dans un monde dominé par la concurrence, c'est aussi une attitude pragmatique qui permet aux EAU d'alimenter leur industrie financière et de contribuer à sa prééminence.

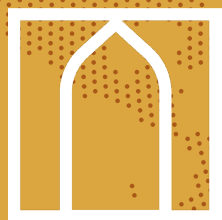
Par ailleurs, les dossiers judiciaires bilatéraux concernant la présence de criminels étrangers sur le sol émirien, font l'objet du même type d'instrumentalisation à finalité diplomatique. Les EAU offrent des réponses inégales aux demandes d'extradition²⁵, ils monnayent leur coopération en fonction des enjeux plus larges dans lesquels les discussions se tiennent. Les affaires – en particulier liées au narcotrafic – sont souvent de nature à faire peser une pression politique sur les gouvernements requérants ; les autorités émiriennes y trouvent donc un levier de pression sur leurs interlocuteurs et s'en servent pour jouer sur d'autres dossiers. Les *loopholes* du système émirien ont donc une valeur politique, elles sont sciemment exploitées au bénéfice des objectifs édictés par le pouvoir pour naviguer dans le grand jeu du XXI^e siècle.

CONCLUSION

Le rapport des Émirats arabes unis au blanchiment de capitaux correspond à une vision qui concilie l'affichage d'une économie innovante et attractive et la recherche de gains économiques et stratégiques à court terme. Du reste, des pays comme le Royaume-Uni ou les États-Unis témoignent eux aussi d'un tel paradoxe. Malgré les progrès revendiqués et salués par les organisations internationales, le phénomène existe toujours, profondément inséparable des stratégies émiriennes. Les paramètres stratégiques actuels dominés par la défiance et l'instabilité pourraient par ailleurs justifier le besoin de garder les marges de manœuvre les plus larges en entretenant ces mécanismes permettant de tirer parti de la concurrence et du multialignement. Il est tout à fait probable que le problème subsiste dans ces conditions, au moins jusqu'à ce que les stratégies nationales atteignent un certain degré de maturité.

²⁵ Organized Crime and Corruption Reporting Project, « What Is "Dubai Unlocked"? Everything You Need to Know », OCCRP, 2024, <https://www.occrp.org/en/project/dubai-unlocked/what-is-dubai-unlocked-everything-you-need-to-know>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.